

Rouen 17 février - 14 h 30 Cours Clemenceau

Solidarité avec Chapelle Darblay, ArjoWiggins Wizernes et Charavines

Nous ne pèserons que par nos luttes

Ce 17 février à Rouen, pour l'emploi industriel, journée de solidarité avec la lutte de Chapelle Darblay et de toutes les luttes en cours, l'Union départementale de Seine Maritime, ses syndicats et ses unions locales ont uni leurs efforts avec les syndicats de la Filpac CGT. Pour nous, ce n'est qu'un début. Ce mode de mise en commun des forces est l'avenir même de la démarche revendicative CGT.



Oui, les destructions de l'emploi sont systématiques, et pour nous c'est l'overdose. Non, elles ne peuvent être traitées entreprise par entreprise. Car elles touchent tous les jours toutes les filières professionnelles de toutes les industries. Et il y va de même pour les sociétés de service public ! Chaque fois, dans tous les cas, l'emploi est sacrifié pour les profits financiers et spéculatifs. Le moment est venu de dire, ensemble, ça suffit !

Le piège que nous tendent les directions d'entreprise, c'est de rester calfeutré à l'entreprise. Agissant en fait au nom de stratégies globales des groupes, les directions patronales enferment les salariés dans de pseudo négociations où le syndicat est conduit à être le complice de charrettes de licenciements, nommées pour la circonstance « plan de départ volontaire » ou « plan de sauvegarde de l'emploi ». Sinistre jeu de mot !

La liste des dégâts commis contre les entreprises du département, de la région et de la filière papetière montre à quel l'emploi, c'est-à-dire la seule source de revenus de 99% de la population, est sacrifié par la Finance qui a pris le pouvoir sur l'Industrie. Avec quel cynisme ! Car détruire une entreprise, c'est déchirer le tissu social du quartier, de la ville, de la région. C'est priver le salarié de sa dignité professionnelle, de sa fierté légitime d'exercer avec talent son métier.

Le chômage, c'est une punition collective. Et en même temps une humiliation personnelle assortie d'une campagne de culpabilisation qui rend le licencié responsable de son licenciement. Les destructions de postes de travail, de professions entières, les arrêts de machines et les fermetures d'usines ont un point commun : l'industrie, pour ces messieurs, est peut-être bien profitable, mais pas assez rentable pour leur espérance de profits que leur promet la finance.

Ce massacre de l'emploi industriel pour laisser place à la Finance relève de ce dicton, « la fortune vient en dormant ». Les détenteurs de capitaux se détournent du Travail, ils peuvent toucher gros tout de suite avec la spéculation financière, ais sans rien faire ! Aux métiers de l'industrie, ils préfèrent la position du financier vautré à la table de la banque.

Les besoins réels de la population et de l'industrie ne sont jamais pris en compte par les employeurs. Faut-il du Papier, des automobiles, du service public de chemin de fer, un port performant, un plan pétrolier national, etc. Cette question, ces messieurs ne se la posent pas. Le capitaine d'industrie a laissé la place au courtier de banques. Alors ils ferment à tour de bras, délocalisent, dans l'égoïsme glacé des calculs des états majors de groupes obsédés par la rentabilité des dividendes des actionnaires.

Circonstance aggravante, le gouvernement s'acharne contre le droit social. La loi Macon succède aux ANI qui ont détruit les recours légaux des salariés. Le tout au nom de « réformes structurelles » dictées par l'Union européenne. C'est cet acharnement du gouvernement à appuyer les patrons et à liquider le droit social qui nourrit l'extrême droite, celle qui veut remplacer la lutte des classes par la lutte des races.

La CGT, elle, choisit le camp de la solidarité, de la lutte collective, de la défense mutuelle des emplois de toutes et tous, Il s'agit bien de développer l'emploi dans notre pays et notamment en Seine-Maritime, selon les besoins réels et non les détruire en fonction des dividendes d'actionnaires avides de profits rapides.